



Observatoire  
régional  
de l'intégration  
et de la ville

Centre de ressources  
Grand Est

# AGIR – déploiement dans les Vosges

## *Diagnostic pré-opérationnel*

Février 2023

# Cadre du dispositif AGIR

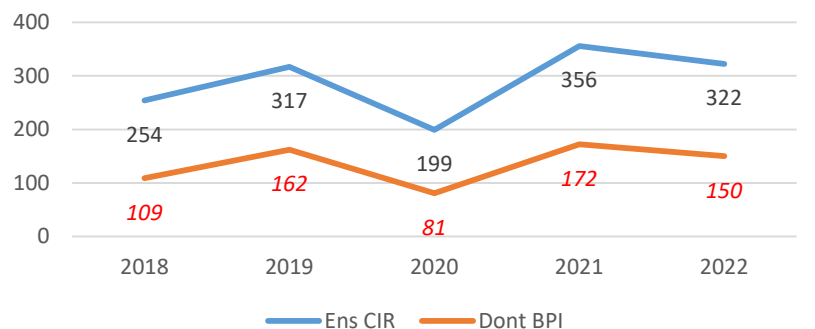
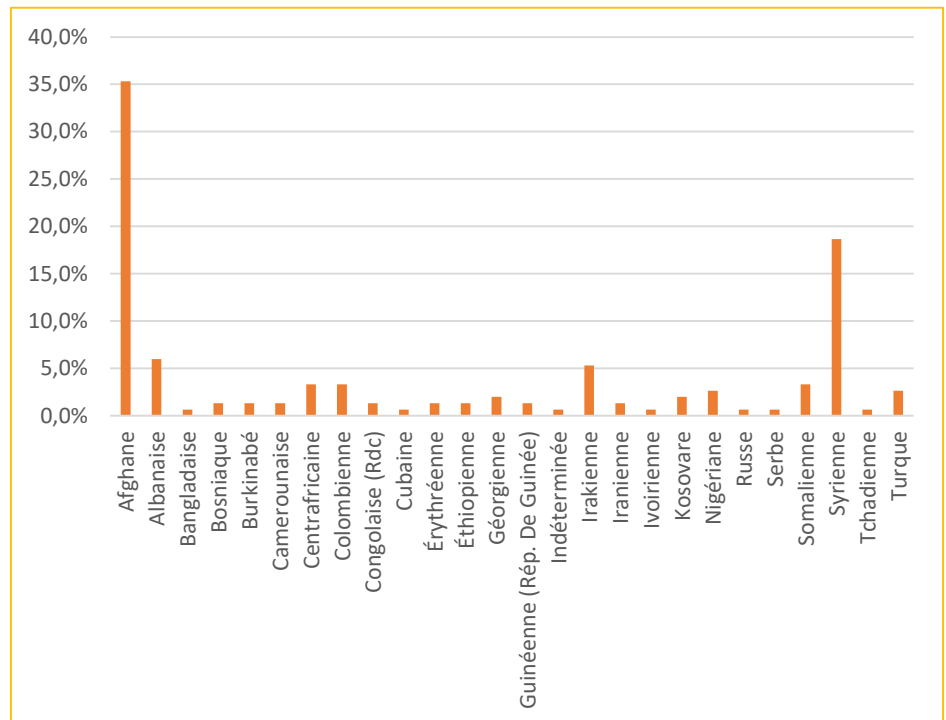
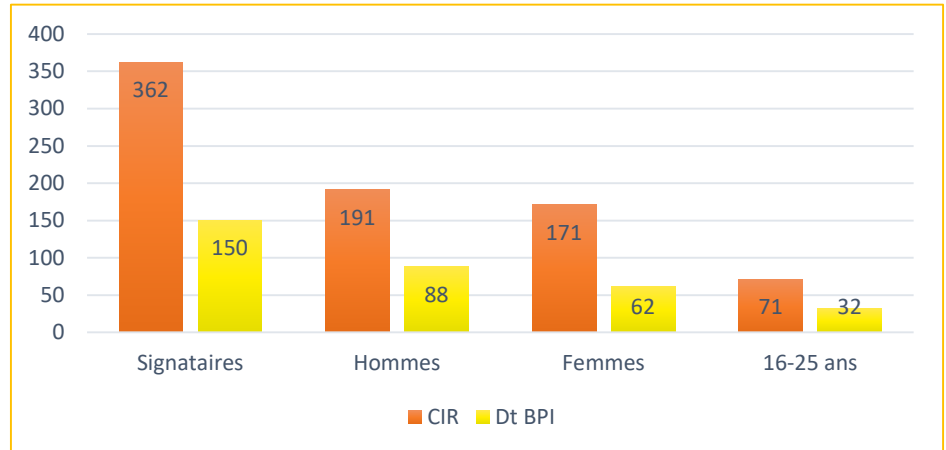
- Le ministère de l'Intérieur, la direction générale des étrangers en France (DGEF), en lien avec la délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés (DIAIR), la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) et la délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL), a décidé de proposer progressivement à chaque bénéficiaire de la protection internationale (BPI), qu'il soit ou non hébergé dans le dispositif national d'accueil (DNA), la possibilité de bénéficier, auprès d'un guichet unique départemental mandaté par l'État, d'un accompagnement global et individualisé pour l'intégration des réfugiés (AGIR) vers le logement et l'emploi durables.
- Le déploiement de ce programme est précédé d'un diagnostic pré-opérationnel, réalisé au niveau départemental pour enclencher la dynamique partenariale nécessaire à la réussite du programme.
- Le déploiement du programme AGIR est échelonné sur 3 années de 2022 à 2024. Le département des Vosges fait partie du déploiement 2023.
- Dans le cadre de cette démarche, trois livrables sont attendus :
  - Des éléments d'analyse : l'analyse du public BPI, un état des lieux des forces et faiblesses du territoire d'accueil sur l'ensemble des composantes de l'intégration et la manière dont l'accompagnement s'effectue.
  - Un tableau des acteurs rencontrés.
  - Des recommandations.
- Il s'agit plus particulièrement de s'intéresser aux composantes de l'intégration que sont le logement, les compétences linguistiques, l'insertion professionnelle et l'accès à l'emploi, l'accès aux droits et à la santé, la mobilité, le lien social.

# Méthodologie

- Sur la base du cahier des charges, la démarche menée par l'ORIV – Observatoire régional de l'intégration et de la ville a consisté en une analyse croisée de différentes sources de données. Elle doit être regardée comme une photographie à un instant donné. Le présent diagnostic se donne pour objectif principal de mieux connaître le profil des BPI présents dans les Vosges, de faire apparaître le maillage des acteurs de l'intégration ainsi que les dispositifs et actions déployés.
- Le pré-diagnostic a été réalisé sur la période de mi-novembre 2022 à fin février 2023. Il porte exclusivement sur les bénéficiaires de la protection internationale dans les Vosges.
- Les sources mobilisées sont les suivantes :
  - Documents transmis par la DDETSPP des Vosges et les acteurs du territoire
  - Données relatives aux signataires du CIR transmis par l'OFII – DT de Metz
  - Des réunions interacteurs pour étayer le diagnostic et confronter les analyses : 30 novembre 2022 et 23 février 2023.
  - Des entretiens individuels.
- La liste des acteurs ayant participé à la démarche est en annexe du rapport.
- Les acteurs rencontrés sont ceux concernés directement par la prise en charge des bénéficiaires de la protection internationale, ainsi qu'un certain nombre de personnes directement impliquées dans les actions menées auprès des BPI (acteurs identifiés lors des temps d'échanges en interacteurs).
- L'absence de réponse d'acteurs dans le temps imparti à la démarche constitue une limite, et ne permet pas une approche exhaustive des initiatives à l'œuvre sur le territoire des Vosges.

# Profil socio-démographique des Bénéficiaires de la Protection Internationale

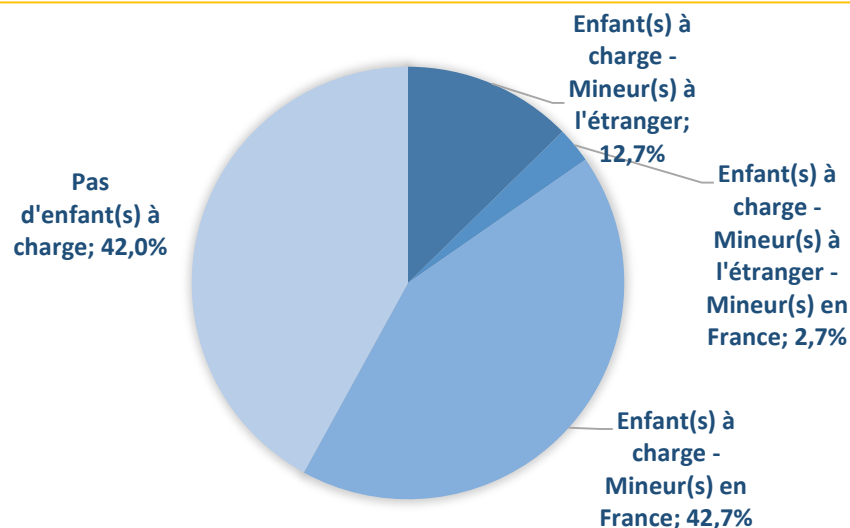
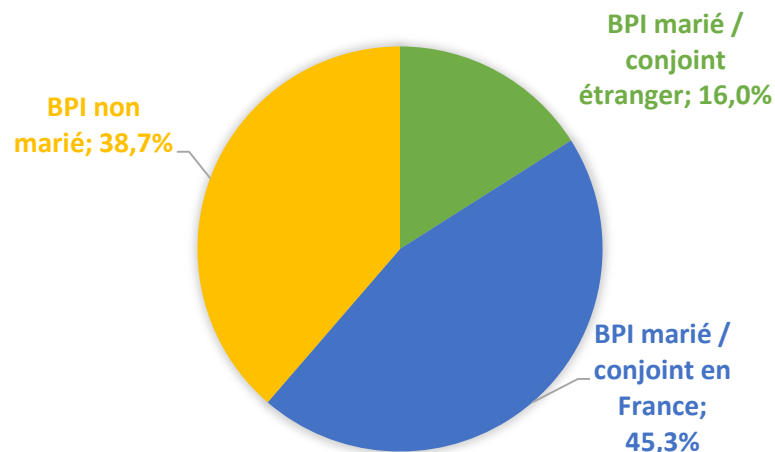
- 362 signataires du CIR ont été recensés sur le département des Vosges en 2022. **150 d'entre eux sont des bénéficiaires de la protection internationale (BPI)**, soit **41,4%** de l'ensemble des signataires. Le nombre de personnes à prendre en compte chaque année reste faible.
- 52% des signataires du CIR sont des hommes. **La part des hommes atteint 59% pour les BPI, confirmant la perception des acteurs.**
- Les **16-25 ans** sont également plus représentés parmi les BPI que l'ensemble des signataires du CIR. **Ils représentent 21,4% des BPI.**
- Les BPI sont majoritairement **Afghans (35%), Syriens (19%), Albanais (6%), Irakiens (5%)**. Au total, ils relèvent de 26 nationalités différentes. L'origine des BPI explique pour partie les besoins dans le domaine linguistique.
- Hébergés sur 20 communes dont la moitié hors du territoire des Vosges lors de la signature du CIR, on les retrouve, au niveau des communes vosgiennes, principalement **sur Épinal (76 personnes, 50,7% des BPI), 16,7% sur Saint-Dié-des-Vosges et 9% sur Neufchâteau**. Les BPI sont assez concentrés sur les communes comptant le plus grand nombre d'habitants.



Source : Données OFII – DT Metz / Signataires du Contrat d'Intégration Républicaine

# Profil socio-démographique des Bénéficiaires de la Protection Internationale

- Les acteurs s'accordent sur le fait que les modalités d'accompagnement dans le logement autonome, mais aussi plus globalement dans le parcours d'intégration divergent selon la situation familiale
- La **situation familiale** peut constituer un frein pour accéder à un logement eu égard aux types de logement disponible (cf. chapitre dédié au logement). Le présence en France de la famille constitue un puissant levier dans le parcours d'intégration alors que le fait de solliciter l'arrivée d'un conjoint ou d'une conjointe ou d'enfants (réunification familiale) peut parfois constituer un frein. La situation d'isolement amène par exemple à plus de mobilité pour se rapprocher de compatriotes notamment.
- Les BPI présentent un profil atypique par rapport à l'ensemble des signataires du CIR. **Ils sont plus fréquemment non mariés (38,7% contre 34,5% pour l'ensemble des signataires).** Parmi les 61,3% mariés, un quart non pas leur époux-se en France. C'est donc environ **55% des BPI qui sont « isolés » en France, avec ou sans enfants à charge.**
- Concernant les enfants, les bénéficiaires de la protection internationale ont plus souvent que les autres signataires du CIR **des enfants en charge, mais ils sont plus souvent à l'étranger. Ainsi 55% des BPI n'ont pas d'enfants ou n'ont pas d'enfants en France.**



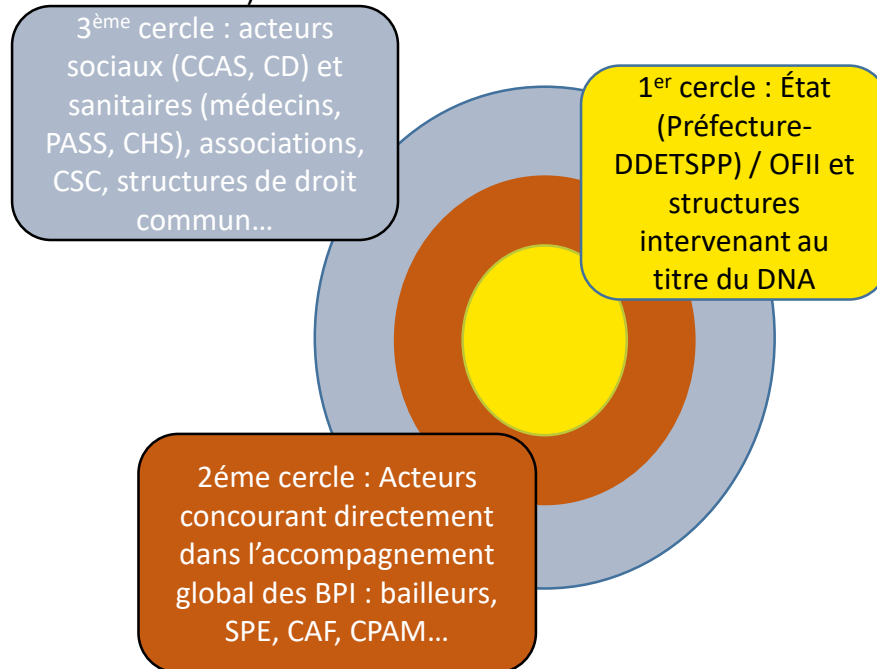
# Coordination des acteurs

## Constats

- Les acteurs s'accordent sur le fait qu'il existe une démarche partenariale positive sur le territoire des Vosges.
- La dynamique impulsait en 2019 par le Secrétaire général de la Préfecture consistant dans la mise en place d'un comité de pilotage « AGIR » a permis des temps de travail en commun, pour le premier cercle des acteurs en charge de l'accompagnement global, qu'ils s'agissent d'acteurs dédiés à l'accueil des « migrants » ou de structure relevant du droit commun (Pôle Emploi, CAF...).
- Le comité de pilotage était réuni environ tous les deux ou trois mois. Le départ en novembre 2022 de l'animateur de ce comité et la perspective du déploiement du dispositif AGIR (ministère de l'Intérieur) entraîne un changement dans le pilotage de cette dynamique.
- Elle sera mise en œuvre par la DDETSPP au cours de l'année 2023. Dans le contexte actuel, déploiement au cours de l'année du dispositif AGIR, la DDETSPP a fait le choix de mettre l'instance en sommeil afin de l'ajuster aux modalités de fonctionnement lors de la mise en œuvre du « guichet unique ».
- Au-delà de ce premier cercle d'acteurs, les logiques de partenariat sont particulièrement développées dans le champ de l'emploi et de l'insertion / la formation. Par exemple la convention-cadre entre Pôle Emploi et l'OFII a fait l'objet d'une déclinaison à l'échelle des Vosges. Elle a permis de créer des liens (cf. chapitre emploi / formation).

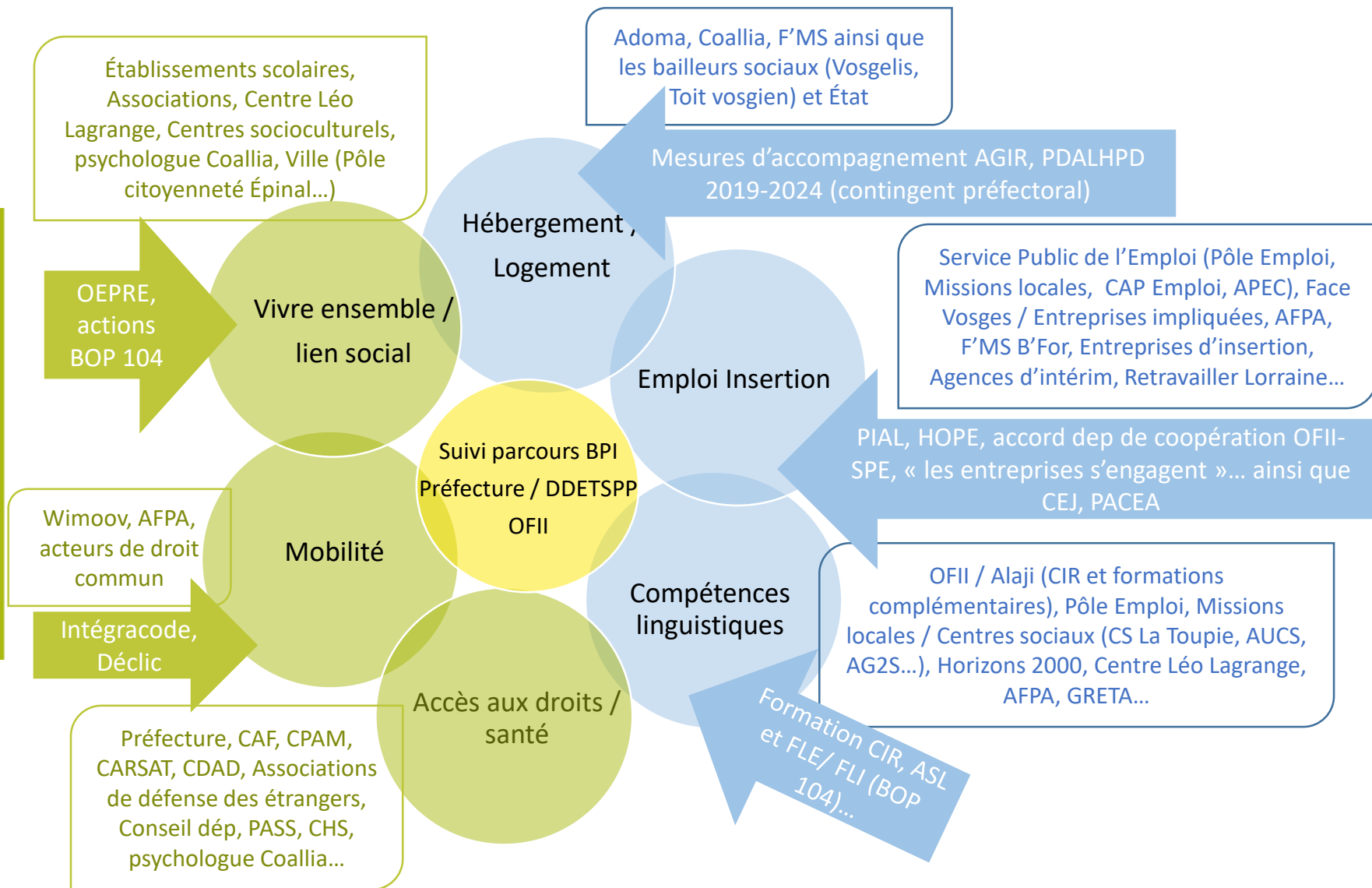
- Par contre les liens apparaissent insuffisants dans le domaine de l'action sociale et de la santé.

- ⇒ Nombre d'acteurs ont indiqué que les acteurs de l'action sociale, peu formés aux droits des étrangers et plus globalement à leurs problématiques, avaient tendance à renvoyer les personnes vers les structures qui les ont accompagnés au début de leur parcours en France (opérateurs du DNA).
- ⇒ Dans le domaine de la santé, la difficulté réside plus globalement dans le fait que les Vosges sont confrontées à une perte de médecins, généralistes comme spécialistes. Cette situation est plus particulièrement problématique dans le domaine de la santé mentale. Ces manques touchent tout public, mais elles affectent particulièrement les personnes sollicitant l'asile compte tenu de leur santé (physique et mentale).

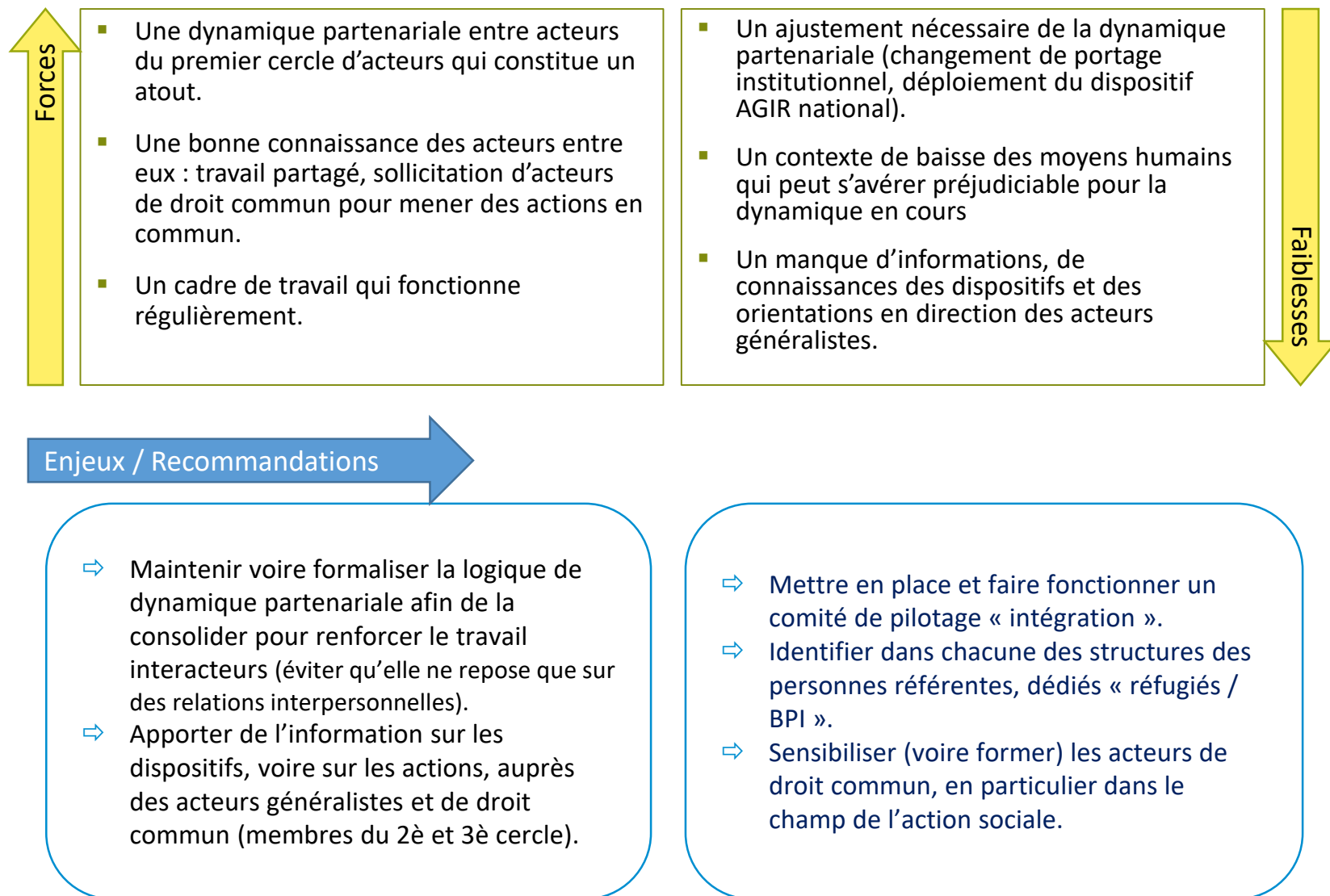


# Système d'acteurs

Le schéma ci-dessous vise à rendre compte des acteurs impliqués dans le parcours des BPI, qu'il s'agisse d'une logique dédiée (en direction exclusivement des BPI) ou de droit commun. Il montre la richesse des acteurs mobilisés. Les thématiques en bleu sont celles qui ont été le plus mises en avant au titre du parcours d'intégration du BPI.



# Coordination des acteurs





# Hébergement, logement

## Constats

- Le dispositif AGIR mis en place en 2019 repose sur le financement de trois postes d'intervenants sociaux portés par les opérateurs du dispositif national d'accueil (DNA) : à savoir Adoma, Coallia et F'MS (cf. tableau de répartition en annexe). Les hébergements comptent 776 places, le plus souvent en diffus dans le parc locatif social.
- L'objectif de la mesure mise en place consiste en un accompagnement global destiné à garantir l'entrée, le maintien, l'autonomie dans le logement et l'intégration socio-professionnelle. En plus du logement, il repose sur un travail de mobilisation de nombreux acteurs (scolarité, lien social, emploi).
- Chacune des structures a en charge 25 mesures qui s'inscrivent dans une logique de fluidification des sorties d'hébergement. Elles sont menées en direction du public, accueilli dans leur structure respective.
- Les parcours d'autonomie dans le logement se font majoritairement dans le parc locatif social. Les acteurs de l'hébergement faisant état de bonnes relations avec les bailleurs sociaux. Par contre ils ont peu recours aux bailleurs privés, car le parc privé disponible est trop souvent en mauvais état ou relevant de comportements inadaptés (marchands de sommeil).
- Les acteurs s'accordent sur le fait que la situation est particulièrement difficile pour accéder à un logement autonome pour les jeunes, en raison du manque de ressources, mais aussi lors des demandes de réunification familiale.
- Les difficultés administratives (cumul de récépissé / cf. chapitre relatif à l'accès aux droits) constituent un frein également.

- Si globalement le territoire des Vosges présente une situation de logement détendue, des difficultés existent pour un certain type de logement. La sortie des structures d'hébergement est actuellement complexe ayant pour résultat des taux de présence indue assez importants (cf. tableau ci-dessous).
- Plusieurs raisons ont été avancées :
  - ⇒ Des typologies de ménage ne correspondant pas aux disponibilités des bailleurs : personnes isolées (recherche de T1) et, plus souvent, des grandes familles. Selon les opérateurs et les années, la part des familles de grande composition évolue très différemment. Quoiqu'il en soit, elles nécessitent une attention particulière dans l'accompagnement (cf. annexe), d'autant que parfois elles relèvent d'une logique intergénérationnelle.
  - ⇒ Des refus de logements de la part des BPI car situés dans des communes rurales, isolées. Nombre de BPI souhaitent résider dans une grande ville.
  - ⇒ Des BPI qui souhaitent partir vers d'autres villes afin de rejoindre des membres de la même communauté ou des proches / de la famille.
  - ⇒ Des tensions sur le marché du logement sur certaines communes (Saint-Dié-des-Vosges).
- Le travail mené par les intervenants sociaux pour l'accès à un logement autonome démarre souvent en lien avec les travailleurs sociaux qui suivaient le ménage ou la personne en amont. Le fait que les différents salariés travaillent dans la même structure simplifie le passage de relais.
- L'accompagnement nécessite du temps pour permettre l'appropriation de la gestion du logement, mais il n'a pas été mis en avant de difficultés.

**Part de présence indue au 31 11 22 (en %)**

	CADA	HUDA	CPH
Adoma	10,0	22,5	0,0
Coallia	8,5	9,2	0,0
F'MS	13,5	13,6	0,0



# Hébergement, Logement

Forces

- Un lien entre structures d'hébergement intervenant dans le cadre du dispositif national d'accueil et les bailleurs qui fonctionne bien.
- Un accompagnement vers le logement autonome qui se fait surtout dans le parc locatif social.

- Un parc de logements sociaux concentrés sur quelques communes et sur quelques quartiers au sein de ces communes.
- Une situation qui se tend au niveau des disponibilités, pour certains types de logement.
- Des difficultés particulières pour les jeunes BPI et pour les familles de grande composition.
- Des parcours résidentiels souhaités par les BPI qui inscrivent les Vosges dans une logique de passage.
- Des refus de logement en raison du lieu d'habitation (petites communes).

Faiblesses

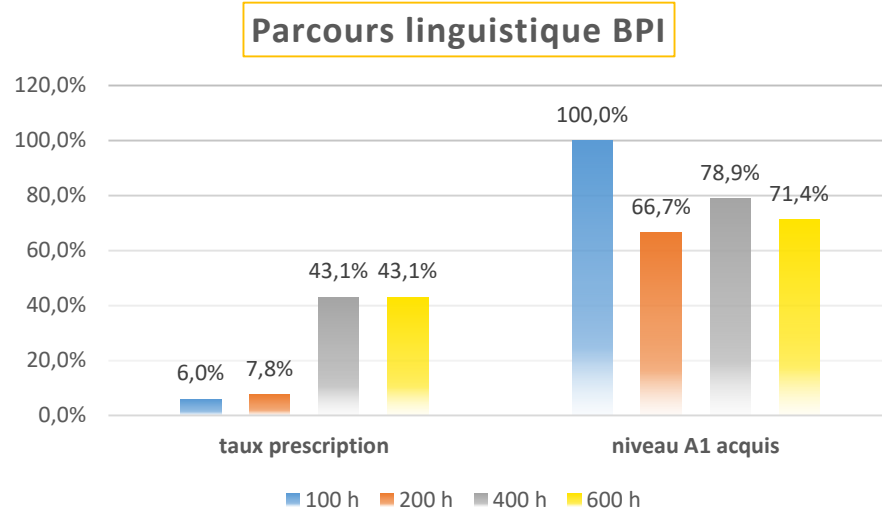
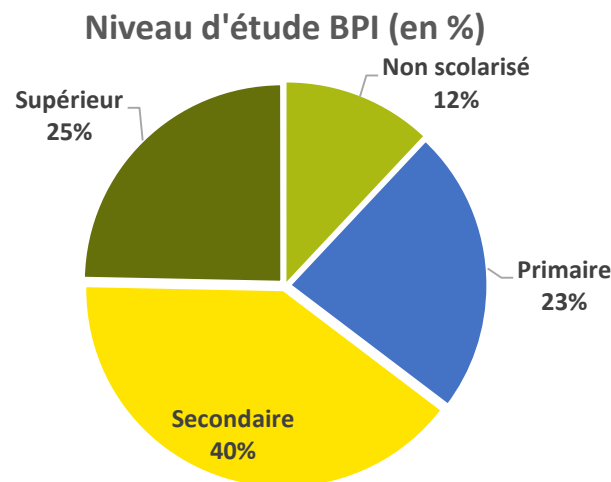
Enjeux / Recommandations

- ⇒ Renforcer la fluidité dans les parcours en diversifiant les opportunités de logement (notamment parc privé).
- ⇒ Travailler collectivement (entre opérateurs, bailleurs et État) sur les situations les plus complexes (notamment les familles de grande composition).
- ⇒ Trouver des réponses adaptées par rapport au BPI jeunes.

- ⇒ Faire valoir auprès des BPI la plus-value d'une insertion au niveau des petites villes (valorisation de parcours de pairs), tout en travaillant l'accessibilité et l'offre de service dans ces mêmes communes (réflexion en termes d'aménagement du territoire pour un développement des atouts au bénéfice de tous les habitants).

# Formation et maîtrise de la langue - Bénéficiaires de la Protection Internationale

- Les signataires du CIR des Vosges ont globalement un niveau d'étude un peu moins élevé que l'ensemble des CIR de la DT de Metz. **Les BPI se signalent par un niveau d'étude plus bas que l'ensemble des signataires du CIR.**
- Pour autant les BPI des Vosges ont un peu plus souvent que les autres signataires **un niveau secondaire (65% de l'ensemble des BPI)**. Ils sont 25% à avoir indiqué avoir fait des études supérieures et 40% des études secondaires.
- Les femmes sont un peu plus nombreuses à ne pas avoir fait d'étude.** Une sur deux a un niveau secondaire.
- Parmi les BPI, 16% ont un diplôme du secondaire et 13% ont un niveau bac+4.
- 73% des BPI ont eu une activité professionnelle avant d'arriver en France.** Ce taux atteint **87,5% pour les hommes et seulement 53,2% pour les femmes**. Les métiers exercés sont très divers, mais trois domaines ont été plus particulièrement exercés : le commerce / la distribution, le bâtiment et les travaux publics, l'artisanat.
- Les BPI présentent un taux de prescription linguistique élevé (77% contre 58% pour l'ensemble des signataires du CIR).** Le taux de prescription des hommes est plus élevé que celui des femmes (78% contre 75,8%). 43% ont eu une prescription de 400h et 43% de 600h. **Le taux d'acquisition A1 se situe entre 79 et 71% avec une baisse alors que le temps de prescription augmente.**



# Compétences linguistiques

Constats

## ■ Un besoin de plus en plus important dans le domaine linguistique

Les acteurs font état d'un besoin de maîtrise de la langue de plus en plus important, compte tenu du profil des BPI. Cette difficulté est renforcée par le fait que le niveau exigé, dans le domaine de l'emploi ainsi que l'accès à certaines formations, repose sur un niveau minimal A2.

Les bénéficiaires de la protection nationale présentent un profil (cf. chapitre relatif au profil des BPI) qui nécessite de mettre l'accent sur l'apprentissage de la langue française.

Les données font apparaître qu'en dépit des cours menées dans le cadre du CIR, avec des pédagogies adaptées, l'acquisition du niveau A1 reste insuffisante.

Plusieurs obstacles ont pu être identifiés : une absence de scolarisation, des taux de scolarisation faible pour autant nombre d'entre eux ont déjà exercé une activité professionnelle avant d'arriver en France.

## ■ Une offre existante

Le besoin dans le domaine de maîtrise de la langue est important en dépit de l'offre existante que le territoire. En effet plusieurs acteurs proposent des « cours de français », à visée communicationnelle ou professionnalisante. Le diagnostic a permis d'identifier plusieurs types d'actions :

- ⇒ Des actions prescrites par l'OFII dans le cadre du Contrat d'intégration républicaine (CIR), mises en œuvre par ALAJI.
- ⇒ Des cours complémentaires proposés par l'OFII pour obtenir le niveau A2 (100h) et/ou B1 (100h), mais le préalable est d'avoir un niveau A1. Cette possibilité de cours complémentaire est finalement peu utilisée.

⇒ Des actions, de type ateliers sociolinguistiques, sont financées au titre du BOP 104 (nb en 2022) à destination de tout public.

## ■ Des obstacles nombreux à un apprentissage optimisé

La formation en français est parfois perçue comme une contrainte par les bénéficiaires de la protection internationale, ce qui a pour effet des ruptures et des arrêts de formation.

Les publics vont privilégier une approche à court terme : obtention d'un emploi permettant de répondre à des questions de survivance plutôt que le suivi des cours qui n'auront un impact que sur le long terme.

Cette « impatience » est renforcée par le fait que les cours intensifs sont peu nombreux.

L'efficacité des cours est parfois rendue complexe du fait de l'hétérogénéité des niveaux des publics.

L'absence d'une pratique courante de la langue française, notamment dans les relations de tous les jours, liée à l'absence d'échanges avec des personnes parlant français ou du fait de la distance entre les cours ont pour effet une perte des acquis et une fragilisation des enseignements.

## ■ Une pédagogie adaptée

Par ailleurs, l'intervention auprès des BPI nécessite un travail pédagogique adaptée au cadre d'apprentissage et aux profils des BPI.

Les acteurs rencontrés ont également mis en avant la charge mentale que représente le fait d'intervenir auprès de ce public. Cet aspect est valable pour tous acteurs intervenant auprès de BPI. À noter par exemple qu'au sein de Coallia, depuis 2021 un groupe d'analyse a été mis en place.

# Compétences linguistiques

Forces

- Une offre existante sur le territoire en termes de cours de français.
- Une diversité d'offre et de type de cours.
- Des acteurs qui peuvent construire des réponses sur mesure.
- Des liens étroits entre les acteurs.

Faiblesses

- Des cours pas toujours en lien avec les besoins identifiés, notamment dans une logique professionnalisante.
- Des ruptures dans les parcours, des BPI qui privilégient l'accès à l'emploi (même temporaire) dans une logique de subsistance.
- Un besoin de connaissance des dispositifs et actions menées par les uns-es et les autres.

Enjeux / Recommandations

- ⇒ Maintenir une offre linguistique à un niveau élevé et présentant une diversité des types de cours (y compris du type ASL).
- ⇒ Construire des cours de français adaptés aux enjeux de professionnalisation (lien aux entreprises et/ou auprès d'organismes de formation...)

- ⇒ Mobiliser des bénévoles, des citoyens, y compris de personnes ayant vécu le même parcours pour déployer les pratiques du français.
- ⇒ Informer, sensibiliser les bénéficiaires de la protection internationale à la nécessité de l'apprentissage de la langue : information, mise en valeur de parcours de BPI.

# Emploi et formation

Constats

- **Une dynamique interacteurs profitable aux BPI**  
Cette dynamique dans le domaine de l'emploi à destination des BPI peut être mis en lien avec le besoin de main d'œuvre des entreprises, mais elle s'inscrit également dans un mouvement plus ancien (intérêts exprimés par des entreprises dès fin 2019-début 2020). Elle relève par ailleurs de dynamiques locales de développement économique.  
Par ailleurs, il existe un certain nombre d'entreprises, pour partie membre de Face Vosges, qui s'inscrivent dans une démarche inclusive.
- **Des moyens humains et des dispositifs dédiés**  
La pertinence des partenariats mise en œuvre et les actions menées trouvent certainement leur origine également dans le fait que certains acteurs ont déployé des moyens d'ingénierie dédiés. C'est notamment le cas au niveau de la Mission Locale d'Épinal ou encore de Face Vosges, en lien avec des dispositifs spécifiques (PIAL pour la Mission Locale et les entreprises s'engagent pour Face Vosges).
- **La mobilisation d'outils de droit commun**  
La logique de parrainage / marrainage a été souvent évoquée comme une réponse pertinente pour accompagner les BPI dans leur parcours d'insertion. Elle est notamment mobilisée par Face Vosges. Le PACEA a également pu être mobilisé, mais aussi plus globalement le PMSSMP (période de mise en situation en milieu professionnel).
- **Des parcours qui s'inscrivent dans la durée et rendus complexes sur le plan administratif**  
La nécessité de tenir compte des situations individuelles et de trouver des réponses apportées fait que les parcours sont complexes. Ils le sont parfois d'autant plus pour des raisons administratives. Les changements de lieu de résidence pendant le parcours rendent difficiles les parcours.

- **Un frein persistant : la maîtrise de la langue française**  
Une maîtrise faible de la langue française constitue toujours un frein en dépit des actions proposées dans ce domaine (cf. chapitre sur les compétences linguistiques). Cette situation a pour effet une entrée complexe dans certains dispositifs. C'est notamment le cas pour HOPE, mais aussi, dans une moindre mesure, pour le PIAL alors qu'ils ont été conçus pour répondre aux besoins des bénéficiaires de la protection internationale.  
Ce déficit linguistique a également pour effet que certaines actions sont peu accessibles à la majorité des BPI. Ainsi, Pôle Emploi propose des formations FLE assurées par le GRETA et ALAJI (30 heures par semaine), nécessitant un niveau A2.
- **Des actions sur mesure pour répondre au défi linguistique**  
Pour répondre à ce défi, des réponses spécifiques ont été construites.
  - ⇒ L'action menée par le Centre Léo Lagrange auprès des publics jeunes bénéficiant du dispositif PIAL, en lien avec la Mission Locale de Épinal. L'enjeu est d'amener les jeunes d'un niveau A1 à un niveau A2, avec en complément des activités culturelles pour favoriser le lien social.
  - ⇒ F'MS propose une action FLE métier qui est une formation spécifique.
  - ⇒ D'autres structures, y compris des entreprises, ont mis en place des actions au sein de l'entreprise pour répondre aux enjeux de maîtrise de la langue (ex : Groupe Mauffrey).
- **Des freins complémentaires pour les femmes**  
Des parcours qui restent plus complexes pour les femmes en dépit d'une motivation forte. Les freins complémentaires identifiés sont la présence d'enfants, la culture, mais aussi un niveau de scolarisation plus faible que les hommes.

# Emploi et formation

Forces

- Une volonté des BPI de s'inscrire dans des démarches visant à trouver un emploi.
- Une grande diversité d'actions dans le domaine de l'emploi et de la formation.
- Des entreprises et des acteurs de l'emploi mobilisés dans les parcours de formation et d'emploi des BPI.
- Des coopérations entre différents types d'acteurs pour lever les freins.
- Des actions construites sur mesure.

- Un niveau de maîtrise de la langue française souvent insuffisant pour mener un parcours vers l'emploi.
- Des ruptures dans les parcours de formation, car les BPI privilégient les logiques à court terme permettant d'accès à un emploi rémunéré.
- Des femmes qui rencontrent des freins complémentaires pour s'inscrire dans des parcours d'emploi.
- Des freins administratifs qui perdurent parfois en dépit du travail en commun.

Faiblesses

Enjeux / Recommandations

- ⇒ Renforcer le lien aux entreprises pour construire des opportunités de parcours.
- ⇒ Construire des cours de français adaptés aux enjeux de professionnalisation (lien aux entreprises et/ou auprès d'organisme de formation...).

- ⇒ Optimiser le travail de suivi entre acteurs par rapport aux parcours d'insertion (notamment dans le cadre de la convention OFII – Pôle emploi).
- ⇒ Soutenir dans la durée les actions innovantes.
- ⇒ Engager un travail spécifique entre acteurs par rapport à l'accès à la maîtrise de la langue, à la formation et à l'emploi des femmes.

# Accès aux droits et à la santé

Constats

## ■ Une faible sollicitation des BPI auprès des structures de droit commun

Le territoire des Vosges dispose de structures d'accès aux droits qui maillent le territoire. Le CDAD est présent à travers une permanence au Tribunal d'Épinal, mais aussi sur Saint-Dié-des-Vosges, Remiremont, Vittel et Neufchâteau à travers des points-justice. Pour autant le CDAD indique être peu sollicité par des BPI (deux à trois par an) dans un contexte global de baisse de fréquentation depuis la sortie du covid. Par ailleurs, ils reconnaissent ne pas être outillés pour répondre à des demandes spécifiques. Ils les renvoient vers des structures associatives (Est Solidarité notamment – association de défense des étrangers sur Épinal) ou des avocats spécialisés.

## ■ Une difficulté du droit commun pour répondre aux problématiques des BPI

Cette absence de connaissance des BPI a été mise en avant plus globalement au titre de l'action sociale, limitant les interventions auprès de ce public.

## ■ Une prise en compte des BPI au titre des publics fragiles

Cette logique d'approche non spécifique est mise en avant par d'autres structures et organismes sociaux (CAF, CPAM, CARSAT...). Les interlocuteurs rencontrés indiquent que les BPI bénéficient des procédures conçues pour garantir l'accès aux droits des publics fragiles. Cela se traduit le plus souvent par la mise en place d'une adresse mail et/ou d'une ligne téléphonique dédiée. L'enjeu est de permettre une saisine par un professionnel pour assurer une réponse plus rapide.

Le niveau d'exigence par rapport aux obligations légales peut également être assoupli (ex. CPAM par rapport à la mutuelle). Enfin, des actions sont menées par certains organismes (CPAM) pour informer les acteurs de l'évolution des textes.

## ■ Une difficulté pour accéder aux soins en matière de santé

Dans le domaine de la santé, les acteurs rencontrés ont fait état d'une difficulté pour accéder à un médecin (généraliste ou spécialiste) et des soins en santé mentale. Cette difficulté s'inscrit dans un contexte global de « désert médical » qui touche toute la population des Vosges.

Or l'état de santé des BPI (traumatisme lié aux conflits, santé précaire, éloignement familial...) fait qu'ils sont particulièrement impactés par cette situation. Fin 2019 / début 2020, le conseil départemental en lien et le centre hospitalier psychiatrique départemental avaient d'ailleurs organisé une rencontre afin de partager les connaissances, les questionnements sur l'évolution des pratiques professionnelles autour de la question de l'accueil et de la prise en charge du parcours de soins, des psycho-traumatismes pour les publics migrants.

Les structures d'hébergement construisent des réponses pour faire face aux situations en interne. Des actions sont également financées plus largement : poste de psychologue intervenant auprès des BPI, formation « 1er secours en santé mentale ». Reste à convaincre parfois les BPI eux-mêmes à s'inscrire dans ces démarches.

## ■ Un dysfonctionnement administratif

Un délai dans l'obtention de la carte de séjour pour les personnes reconnues BPI a été identifié (12 à 18 mois d'attente). Il résulte principalement de la validation de l'état civil par l'OFPPRA. En attendant, les BPI disposent d'un récépissé, renouvelable tous les trois mois. Cette situation fragilise le maintien des droits sociaux et entraîne une multiplication des démarches.



# Accès aux droits et santé

Forces

- Des acteurs d'accès aux droits qui maillent le territoire.
- Des procédures pour prendre en compte les « publics fragiles » dont les bénéficiaires de la protection internationale.
- Des actions menées dans le domaine de la santé pour répondre aux problèmes spécifiques des BPI.
- Des acteurs relevant du champ de la santé mentale susceptible d'être mobilisés.

- Une prise en compte des BPI comme tous public fragile, avec un risque de réponses inadaptées aux difficultés spécifiques.
- Une méconnaissance du public BPI qui a pour effet une orientation vers des structures dédiées et/ou les structures ayant assuré l'accompagnement (structure d'hébergement relevant du DNA).
- Un manque de relais entre prise en charge spécifique et droit commun.

Faiblesses

## Enjeux / Recommandations

- ⇒ Mieux informer voir former les acteurs de droit commun aux problématiques des BPI notamment
- ⇒ Orienter vers les structures de droit commun (dans la mesure où ils sont en capacité de répondre au besoin des BPI / cf. recommandation précédente).
- ⇒ Renforcer l'interconnaissance entre acteurs au niveau du 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> cercle des acteurs.

- ⇒ Redynamiser le système d'acteurs autour des enjeux de santé, notamment mentale.
- ⇒ Susciter une veille au sein des structures d'accès aux droits afin de s'assurer que les BPI bénéficient dans les meilleures conditions à leur droit (il est fait référence ici aux actions menées dans le domaine de l'emploi où l'identification des problématiques des BPI par certaines structures de droit commun a permis de mettre en place des actions « correctives »).

## Approche territoriale

### Constats

- Des réponses concentrées sur quelques communes en cohérence avec une présence plus marquée des BPI sur ces mêmes territoires.
- La plupart des actions et des acteurs sont déployés sur Épinal.
- Pour autant, le territoire de Saint-Dié-des-Vosges, quoique disposant de moins d'opportunité, présente comme atout une forte interconnaissance entre les acteurs. Par ailleurs le fait qu'il s'agit d'un petit territoire facilite la résolution des problèmes.
- L'inscription territoriale des BPI est très variable.
- L'installation de certains BPI est rendue difficile, car certains d'entre eux, notamment les jeunes isolés ou encore ceux qui n'ont pas de « compatriotes » à proximité ont du mal de se projeter dans les villages ou même au sein d'une petite ville. Ils souhaitent trouver un logement dans une grande ville (région parisienne, lyonnaise ou Strasbourg).
- Ceux qui sont arrivés directement de l'étranger dans un petit village ou une petite ville, semble toutefois apprécier les liens qu'ils ont pu y créer et souhaitent y rester.
- Pour l'instant, il n'a pas été possible de construire de démarche de « territoire d'intégration » (partenariat renforcé auprès d'une collectivité) avec les collectivités dans les Vosges.
- La présence de BPI sur certains territoires apparaît comme ayant peu d'impacts sur les services municipaux. Ils participent toutefois à la vie sociale par le biais d'associations et notamment les centres sociaux (qui s'inscrivent dans une logique d'accueil inconditionnel). Leur principal interlocuteur reste souvent la structure d'hébergement qui les a accompagnés.

## Mobilité

- L'enjeu de mobilité présente un paradoxe. La mobilité, sur le plan matériel, constitue un frein important. Mais les acteurs ont pu constater que sur un plan psychologique les BPI étaient plus mobiles que les personnes vulnérables qu'ils accompagnent par ailleurs.
- La difficulté majeure en termes de mobilité se pose pour les personnes éloignées d'Épinal. Plus globalement, le fait de pouvoir se déplacer est un atout dans la recherche d'emploi.
- Pour les BPI, au-delà de l'enjeu de disposer d'un moyen de locomotion, la nécessité première est de repasser leur permis de conduire (équivalence du permis de conduire quasiment impossible) or leur faible maîtrise du français rend difficile le passage du code. Dans cette perspective, il est possible de mobiliser le dispositif « intégracode ». D'autres actions ont été mises en place pour répondre à cet enjeu. L'AFPA a mis en place une aide pour accompagner les jeunes dans le passage du permis de conduire par l'apprentissage du Code de la route (Déclic projets).
- Par rapport à l'écueil du matériel, deux réponses ont été identifiées : Wimoov (qui prêtent des vélos et des trottinettes électriques) et un chantier d'insertion sur Épinal qui met à disposition des voitures.

# Approche territoriale et mobilité

Forces

- Une mobilité qui ne constitue pas un frein psychologique pour les BPI.
- Des réponses construites localement pour permettre une prise en compte des enjeux rencontrés par les BPI, en particulier au niveau d'Épinal.
- Des réponses co-construites entre acteurs pour les territoires moins outillés en réponses spécifiques.

Faiblesses

- Des réponses assez limitées pour faire face aux enjeux d'obtention du permis de conduire.
- Des moyens de déplacement qui restent limités à l'échelle des Vosges pour les BPI comme tout habitant.
- Des acteurs de collectivités à mieux mobiliser dans les petites villes et villages.

Enjeux / Recommandations

- ⇒ Renforcer les relais de droit commun dans les communes d'accueil (CCAS notamment).
- ⇒ Maintenir le soutien apporté par les structures assurant du lien social (CSC, associations...).

- ⇒ Poursuivre les actions dans le domaine de la mobilité.

## Verbatims recueillis dans le cadre de la semaine de l'intégration (comité de pilotage 17 10 22)

M. X, de nationalité afghane, arrivé en France en novembre 2021. Après avoir signé son CIR, aujourd'hui il est inscrit à Pôle Emploi. Il perçoit le RSA. Il a fait une demande de logement social, mais souhaiterait trouver un logement dans le parc privé. Il souhaite, sur le plan professionnel, ouvrir un commerce de bricolage-droguerie pour retrouver l'activité qu'il exerçait en Afghanistan.

Mme Y, de nationalité afghane, professeure de français dans son pays, est arrivée en France en mai 2021 et a signé le CIR en novembre. Ses cinq enfants sont scolarisés. Elle s'implique en assurant une mission d'interprète dans le cadre d'une classe UPE2A et a participé à la création d'une association de réfugiés. Elle est accompagnée dans son projet professionnel (autour de l'interprétariat et l'enseignement du français) par Face Vosges.

M. Z, de nationalité congolaise, arrivé en France en 2019 et ayant signé le CIR en mai 2021. Autonome en français, il est installé avec sa femme et ses trois enfants scolarisés. Employé dans une agence de voyage dans son pays, il a effectué une reconversion et travaille depuis mars 2022 en intérim dans le domaine de la logistique. Il fait état de difficultés pour se rendre au travail, car les transports en commun ne sont pas adaptés à ses horaires de travail.

## Liste des personnes ayant contribué au diagnostic

Structure	Interlocuteur	Fonction	Entretien individuel	30-nov-22	23-févr-23
ADOMA	RAGUE Coralie	Intervante sociale	1		
ADOMA / opérateur DNA	MATHIEU Vincent	Directeur	1	1	1
CCAS Remiremont	JANIN Véronique	Conseillère sociale	1		
CDAD	HAVET Martine	Coordinatrice	1		
Centre Léo Lagrange / Épinal	TARAKANOVA Natalia	Directrice	1		
Centre social Germain Tillion (Saint-Dié-des-Vosges)	DAVAL Paul	Directeur		1	
COALLIA	RICHARD Laurène	Cheffe du service du pôle Épinal		1	
COALLIA	KRAJINOVIC Amandine	Cheffe de Service Éducatif Saint-Dié-des-Vosges	1	1	
COALLIA	DAMANCE Laure	Intervante sociale	1		
COALLIA	SIMONETTI, Leila	Psychologie	1		
COALLIA / opérateur DNA	MOURIC Benoit	Directeur	1	1	1
CPAM	RIVOT Sophie		1		
CPAM	GEOFFROY Christelle	référente BPI	1		
DDETSPP des Vosges	RAEL Estelle	Cheffe du service Politiques Transversales et Contractuelles	1	1	1

## Liste des personnes ayant contribué au diagnostic (suite)

Structure	Interlocuteur	Fonction	Entretien individuel	30-nov-22	23-févr-23
DDETSPP des Vosges	FRANCOIS Angélique	Responsable des services Entreprises et Emploi		1	
DDETSPP des Vosges	CRISTINA Cécile	Cheffe du service Prévention des Exclusions et Insertion Sociale	1	1	1
DDETSPP des Vosges	NEGRO Yann	Directeur			1
DDETSPP des Vosges	MARTER Sandrine	Agent instructeur Politique d'Intégration		1	
FACE Vosges	Patricia PIERRE CHOPINE	Chargée de mission	1		
FACE Vosges	POULET Thierry	Directeur	1		
FMS	CATOIRE Angélique	Intervante sociale		1	
FMS / opérateur DNA	POUPEE Marion	Responsable Pôle Asile Médicosocial	1	1	1
FMS B'For	GEORGE Céline	Chargée de mission	1		1
Mission Locale Épinal	MUNIER Martine	Directrice	1		
Mission Locale Épinal	Essin ZEYBEK	Conseillère référente	1		1
Mission Locale Saint-Dié-des-Vosges	GAUTHIER Stéphane	Directeur	1	1	1
OFII	AKSU Nadia	Directrice Territoriale Adjointe OFII	1	1	1
OFII	PANNIER Sandrine	Directrice Territoriale	1		
Pôle Emploi	DURAND Lydie	Responsable		1	
Pref Vosges	BERTHOD Alexandre	Chef du bureau des migrations et de l'intégration par intérim	1		1

# Éléments relatifs aux structures d'hébergement (DNA)

	CADA - Centre d'accueil de demandeurs d'asile	HUDA - Hébergement d'Urgence pour demandeur d'asile	CPH - Centre Provisoire d'hébergeme nt	Ensemble
Adoma	140	71	41	252
Coallia	71	65	0	136
F'MS	185	360	0	388
	396	496	41	776

## Point sur la présence relevant de la demande d'asile / réfugiés sur le département des Vosges Situation au 31 décembre 2022

CADA	Capacité agréée	DA			Statutaires			Régularisés			Déboutés			TOTAL	taux d'occupation
		Adultes	Enfants	%	Adultes	Enfants	%	Adultes	Enfants	%	Adultes	Enfants	%		
FMS	185	49	32	65,85 %	4	5	8,00 %	0	0		16	17	26,83 %	123	66,49 %
		81			9			0			33				
COALLIA	71	47	12	84,29 %	4	0	5,71 %	0	0		7	0	10,00 %	70	98,59 %
		59			4			0			7				
ADOMA	140	36	32	64,15 %	6	6	11,32 %	0	0		15	11	24,53 %	106	75,71 %
		68			12			0			26				
Ensemble	396	208		69,57 %	25		8,36 %	0			66		22,07 %	299	75,51 %

HUDA	Capacité agréée	DA			Statutaires			Régularisés			Déboutés			TOTAL	taux d'occupation
		Adultes	Enfants	%	Adultes	Enfants	%	Adultes	Enfants	%	Adultes	Enfants	%		
FMS	360	104	69	57,67 %	35	28	21,00 %	4	3	2,33 %	33	24	19,00 %	300	83,33 %
		173			63			7			57				
COALLIA	65	39	2	67,21 %	6	1	11,48 %	0	0		7	6	0,00 %	61	93,85 %
		41			7			0			13				
ADOMA	71	23	10	50,00 %	7	8	22,73 %	0	0		10	8	27,27 %	66	92,96 %
		33			15			0			18				
Ensemble	496	247		57,85 %	85		19,91 %	7		1,64 %	88		20,61 %	427	86,09 %

CPH	Capacité agréée	IDA			Statutaires			DA			TOTAL	taux d'occupation
		Adultes	Enfants	%	Adultes	Enfants	%	Adultes	Enfants	%		
ADOMA	41	0	0		28	11		0	0	0%	39	95,12 %
		0			39			0				



## Éléments relatifs aux structures d'hébergement (DNA)

F'MS - Mesures de suites / accompagnement AGIR			
	2019	2020	2021
Nb "familles" accompagnées	45	33	40
dt adultes	72	57	73
dt enfants	82	71	71

Profil du public accueilli dans les établissements d'Adoma Vosges										
	2020			2021			2022			Commentaires
	% adulte seul	% ménages avec enfants	dt famille de 5 pers ou plus	% adulte seul	% ménages avec enfants	dt famille de 5 pers ou plus	% adulte seul	% ménages avec enfants	dt famille de 5 pers ou plus	
CADA Adoma	5,26	94,74	12	24,49	75,51	19	42,42	57,68	12	Une forte augmentation des adultes seuls dans la population accueillie.
HUDA Adoma	80,65	19,35	5	79,31	20,69	5	66,04	33,96	8	Une baisse des adultes seuls dans la population accueillie
CPH Adoma	96,12	4,88	0	89,13	10,87	0	71,43	28,57	1	Une baisse des adultes seuls dans la population accueillie

## Participation à différents dispositifs dans le domaine de l'emploi

### Nombre de personnes - Dispositif PIAL

	Épinal	Saint-Dié-des-Vosges	Remiremont
2020	10	5	2
2021	3	3	0
2022	12	5	0

### Nombre de personnes - Appui Pôle Emploi DT Vosges

Année 2022	448 signataires CIR	69 suivis en cours	379 échus
% des suivis sur ensemble des CIR inscrits	15,4		
Territoires concernés pour les suivis	59% sur le bassin d'Épinal	36% sur celui de Saint Dié	

Remarque : impossibilité pour l'instant de préciser les BPI parmi les CIR